

CAMPAGNE EUROPÉENNE POUR UNE TRANSITION JUSTE

Lancée par industriAll Europe, dont fait partie la FNME, son objectif est d'aboutir à la neutralité climatique à l'horizon 2050.



PHOTO site Filpac-Cgt

Il y a urgence, le changement climatique est là et il reste peu de temps pour éviter les pires scénarios dont les travailleurs et les plus vulnérables seront les principales victimes. Mais la COP26 montre encore une fois l'impossibilité des pays à surmonter les modèles néolibéraux de dérégulation des opérateurs du secteur de l'énergie pour atteindre les objectifs écologiques et climatiques.

Transformer pour décarboner et réindustrialiser

Le marché seul ne suffira pas. Les dirigeants européens se sont engagés, au travers du Pacte vert pour l'Europe, à ce que cette transition soit juste. Mais il est urgent que cet engagement se transforme en actions et en plans concrets : combler le déficit d'investissement afin d'accélérer le déploiement des technologies et des infrastructures nécessaires, maintenir le leadership industriel européen dans les technologies et les chaînes de valeur stratégiques, créer des emplois de qualité sur tout le continent avec une politique sociale et industrielle à la hauteur de nos ambitions climatiques.

Pour cela il est nécessaire de négocier des voies de transition pour toute l'industrie d'ici 2050, avec des objectifs intermédiaires réalistes, afin d'encadrer les actions à diffé-

rents niveaux politiques, géographiques et industriels. Les responsables politiques européens en ont la possibilité car la réduction de 55% des émissions d'ici 2030 (« Fit for 55 ») est actuellement dans les mains du Conseil et du Parlement européen. La commission européenne a présenté 12 propositions de directives avec « Fit for 55 » pour concrétiser le Pacte vert voté en décembre 2019.

Transformer les engagements en actions et en plans concrets

IndustriAll Europe lance donc un appel pour un cadre européen solide, pour une « transition juste », pour toutes les industries et tous les salariés affectés. Ce concept de « transition juste » était auparavant un slogan syndical et il est finalement entré dans le vocabulaire des politiques aussi bien nationaux qu'européens. Pourtant, les outils sociaux existants sont constamment attaqués à travers la décentralisation des systèmes de négociation collective et le dialogue social est affaibli dans nombre de pays euro-

péens. Et cela s'est accentué avec les politiques d'austérité suite à la crise financière. Inverser cette tendance est une condition indispensable à l'élaboration d'une transition socialement équitable et responsable, vers la neutralité climatique, tout en garantissant la confiance et le soutien des travailleurs et des citoyens.

Une « transition juste »

Des demandes concrètes d'industriAll

Il faut disposer des ressources adéquates et n'abandonner personne, ni aucune région. Mais sans une vue d'ensemble et précise des régions où les salariés seront impactés, il est impossible d'adapter les programmes de requalification et de perfectionnement pour garantir les transitions entre les emplois. En 2013 le Parlement européen avait proposé un cadre juridique européen pour anticiper et gérer les changements avec un dialogue social pour tous les travailleurs. Ce cadre juridique doit être créé pour garantir aux salariés un droit de codécision à la transition sur leurs lieux de travail et dans leurs régions et pour renforcer le dialogue social et les négociations collectives. Des politiques actives du marché du travail doivent répondre à l'urgence d'une éducation et d'une formation qui garantissent requalification et perfectionnement des compétences afin de préparer les travailleurs à des emplois au sein et entre des industries en transformation.

Coopération politique, échange de bonnes pratiques... pour industriAll la transition doit se dérouler principalement dans les économies et les lieux de travail au niveau régional, mais beaucoup d'éléments peuvent être encadrés par des objectifs politiques communs et l'échange de bonnes pratiques.

La plateforme pour une transition juste doit être étendue pour couvrir tous les secteurs affectés par le Pacte vert européen. A titre d'exemple, l'écosystème de la mobilité (16 millions d'emplois en Europe et notamment dans le secteur manufacturier) sera fortement impacté par « Fit for 55 » avec des normes d'émissions plus strictes, mais il n'existe encore aucun cadre pour une transition juste au niveau de l'UE pour la transition dans ce secteur essentiel. Car ces transitions doivent être conçues conjointement à travers le dialogue social et avec la participation des salariés.

Pas de Pacte vert sans un Pacte social

L'inaction politique ou les mesures purement symboliques font courir des risques majeurs à l'Europe. Etant donné le nombre d'emplois en jeu et l'ampleur de la transformation en cours, des perturbations sociales dues à une mauvaise gestion de la transition pourraient entraver la réussite du Pacte vert.

L'inaction politique fait courir des risques majeurs à l'Europe

Le syndicat industriAll est conscient que le monde entier observe la manière dont l'UE et les gouvernements nationaux mettent en œuvre l'ambition climatique. L'Europe doit être un modèle en matière de gestion de la transition juste et les salariés de toute l'Europe se mobilisent pour affirmer leur droit à être impliqués dans la transformation de nos emplois et de nos industries, aujourd'hui et pour l'avenir.

IndustriAll European Trade Union,

fondée en 2012, est une fédération syndicale européenne qui est la consolidation de trois anciennes fédérations de l'UE. Elle représente 7,1 millions de salariés et près de 200 syndicats européens, dont la FNME.

Du 25 octobre au 10 novembre, la FNME s'est jointe à la campagne européenne en faveur d'une transition juste. Ce lobbying intense a pour but de faire valoir les préoccupations pour agir d'urgence et conférer une dimension sociale à l'action climatique.

Ceci est à rapprocher du « programme syndical pour un avenir public à faible émission de carbone » qui est le résultat d'une union composée de 30 syndicats à travers le monde et impulsée par le Trade Unions for Energy Democracy (TUED), l'Internationale des Services Publics (IPS) et la FNME



industriAll

EUROPEAN TRADE UNION